

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 83 (1965)
Heft: 248

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3, 3000 Bern, Telefon Nummer 031/25 16 60 (Eidgenössisches Amt für das Handelsregister 031/61 26 40). — Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 30.50, halbjährlich Fr. 18.50, vierteljährlich Fr. 10.50, zwei Monate Fr. 7.—, ein Monat Fr. 5.—, Ausland: jährlich Fr. 40.—, Preis der Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto). Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionsstarif: 25 Rp. (Ausland 30 Rp.) die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum. — Jahresabonnementspreis für die Monatsschrift «Die Volkswirtschaft»: Fr. 20.50.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3, 3000 Berne, Téléphone numéro 031/25 16 60 (Office fédéral du registre du commerce 031/61 26 40). — En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. Prix d'abonnement: Suisse: un an 30 fr. 50; un semestre 18 fr. 50; un trimestre 10 fr. 50; deux mois fr. 7.—; un mois fr. 5.—; étranger: fr. 40.— par an. — Prix du numéro 25 ct. (port en sus). Règle des annonces: Publicitas SA. — Tarif d'insertion: 25 ct. (étranger 30 ct.) la ligne de colonne d'un mm ou son espace. — Prix d'abonnement annuel à la revue mensuelle «La Vie économique»: Fr. 20.50.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. — Faillites et concordats. — Fallimenti e concordati.
Handelsregister (Stiftungen). — Registre du commerce (fondations). — Registro di commercio (fondazioni).
Gewebe-Handels AG, Basel.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Clearing-Verkehr; Ausweis (September). — Trafic de compensation; Situation (septembre).
DCF che modifica quello concernente la riscossione di soprapprezzi sui foraggi.
Algérie: Contingentement à l'importation de certains articles textiles.
Auslands-Postüberweisungsdienst. — Service international des virements postaux.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen Dienstag 17 Uhr, bzw. Freitag 9 Uhr, beim Schweiz. Handelsamtsblatt, Effingerstr. 3, 3000 Bern, eintreffen.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir à la Feuille officielle suisse du commerce, Effingerstr. 3, 3000 Berne, à 17 heures le mardi et à 9 heures le vendredi, au plus tard.

Ouvertures de faillites

(L.P. 231, 232; O.T. féd. du 23 avril 1920, art. 29, II et III, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchués de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Berne — Office des faillites, Moutier (1520)

Failli: Erard Germain, 1915, commerçant, originaire de Montfaverger, Chalière 9, Moutier.

Daté de l'ouverture de la faillite: 4 octobre 1965.

Première assemblée des créanciers: 2 novembre 1965, à 14 heures 30, à Moutier, avenue de la Poste 20 (bureaux de l'office des faillites).

Délai pour les productions: 23 novembre 1965.

Ct. de Neuchâtel — Office des faillites, La Chaux-de-Fonds (1532)

Failli: Wisard Willy, mécanicien, originaire de Grandval, précédemment domicilié à La Sagne (Neuchâtel), actuellement rue de la Retraite 4, à La Chaux-de-Fonds.

Daté du jugement de faillite: 27 septembre 1965.

Première assemblée des créanciers: le mardi 2 novembre 1965, à 14 heures précises, dans la salle du Tribunal de l'Hôtel Judiciaire, avenue Léopold-Robert 3, à La Chaux-de-Fonds, 3^e étage.

Délai pour les productions: 23 novembre 1965 inclus.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(Sch.KG. 249—251)

(L.P. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwacht in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Graduatoria

(L. E. F. 249—251)

La graduatoria originale o rettificata diventa definitiva se non è impugnata nel termine di dieci giorni con un'azione promossa davanti al giudice che ha pronunciato il fallimento.

Kt. Bern — Konkursamt Biel (1521)

Auflage des Kollokationsplanes und des Inventars

Gemeinschuldner: Lissenheim Charles, Tout pour votre Foyer, Hugistrasse 3, Biel.

Anfechtungsfrist: bis 2. November 1965.

Abtretungsbegehren gemäss Art. 260 SchKG hinsichtlich der von der Konkursverwaltung anerkannten Rechtsansprüche (Eigentumsansprüche) sind bei Vermeidung des Ausschlusses innert obiger Anfechtungsfrist beim Konkursamt Biel einzureichen.

Kt. Bern — Konkursamt Biel (1522)

Ergänzung des Kollokationsplanes infolge nachträglicher Forderungseingaben
Gemeinschuldnerin: Compagnie des Montres Semos S. A., Unterer Quai 92, Biel.

Anfechtungsfrist: bis 2. November 1965.

Kt. Bern — Konkursamt Interlaken (1523)

Auflage des Kollokationsplanes mit Lastenverzeichnis und des Inventars

Gemeinschuldner: Michel René, Architekturbureau, Brienz, und Tea-Room «Milan», in Ringgenberg.

Anfechtungsfrist: bis und mit 2. November 1965.

Ct. Ticino — Ufficio dei fallimenti, Lugano (1524)

Si rende noto che a contare dal 23 ottobre 1965 è deposta presso lo scrivente ufficio, dove i creditori potranno prenderne visione, la graduatoria nel fallimento della ditta Ladymann S. A., alta cosmetica ed affini, Breganzona.

Le azioni di contestazione della graduatoria dovranno essere introdotte avanti l'autorità giudiziaria, entro dieci giorni dal deposito, altrimenti essa si considererà come riconosciuta.

Ct. Ticino — Ufficio dei fallimenti, Lugano (1525)

Modifica di graduatoria — Nuovo deposito

Liq. Fall. N^o 8/1965.

Si rende noto che a datare dal 23 ottobre 1965 è nuovamente deposta presso lo scrivente ufficio, dove i creditori potranno prenderne conoscenza, la graduatoria nel fallimento di Laorca Climene, negozio all'«Eleganza», Lugano, modificata in seguito a successivo riconoscimento di due crediti chirografari da parte dell'amministrazione del fallimento.

Le azioni di contestazione della modifica della graduatoria dovranno essere introdotte davanti l'autorità giudiziaria entro dieci giorni dal deposito, altrimenti essa si considererà come riconosciuta.

Ct. de Vaud — Office des faillites, Aigle (1535)

Failli: Paley Henri, entrepreneur, chemin des Lieugex 13, Aigle.

Date du dépôt: 23 octobre 1965.

Délai pour intenter action en opposition: 2 novembre 1965; sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté.

L'inventaire est aussi déposé (art. 32 OOF).

La cession des droits de la masse à l'égard des revendications de propriété admises doit être demandée dans le même délai.

Ct. de Vaud — Office des faillites, Vevey (1526)

Failli: Pilloud Albert-Edmond, 1907, radio et télévision, d'Assens (Vaud), route de St-Légier 16, à Vevey.

Date du dépôt: 23 octobre 1965.

Délai pour intenter action en opposition: jusqu'au 2 novembre 1965; sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté.

L'inventaire est également déposé, art. 32, al. 2, OF.

Ct. du Valais — Office des faillites, Sierre (1527)

Failli: Grobet Jean-Louis, combustibles et transports, Sierre.

Date du dépôt de l'état de collocation modifié: 22 octobre 1965.

Délai pour intenter action: 10 jours.

Ct. du Valais — Office des faillites, Sierre (1528)
 Faillite: Grobet Louis S. A., exploitation d'un commerce de combustibles, à Sierre.
 Date du dépôt de l'état de collocation modifié: 22 octobre 1965.
 Délai pour intenter action: 10 jours.

Konkurssteigerungen — Vente aux enchères publiques après faillite
 (SchKG. 257—259) (L.P. 257—259)

Ct. du Valais — Office des faillites, Sierre (1530)
 Failli: Jaquier Charles, fils d'Erard, radio-technicien, à Sierre.
 L'Office des faillites de Sierre vendra aux enchères publiques, au plus offrant, le 25 novembre 1965, à 15 heures, dans la salle annexe du Café National, l'immeuble suivant sis sur la commune de Möllens:
 Article 2635 a, Aminona, près de 720 m², Fr. 1080.—. Taxe de l'office des faillites: Fr. 14 000.—. Les conditions de vente seront lues avant l'ouverture des enchères.
 3960 Sierre, le 19 octobre 1965. Le préposé: Ad. Salamin

Ct. du Valais — Office des faillites, Sierre (1529)
 Failli: Jaquier Charles, d'Erard, à Sierre.
 L'Office des faillites de Sierre, vendra aux enchères publiques, au plus offrant, le 29 octobre 1965, à 15 heures, dans la salle annexe du Café National, un lot de disques et d'automates à musique.
 Pour tous renseignements, s'adresser au préposé à l'Office des faillites de Sierre. Les conditions de vente seront lues avant l'ouverture des enchères.
 3960 Sierre, le 19 octobre 1965. Le préposé: Ad. Salamin

Liegenschaftsverwertungen im Pfändungs- und Pfandverwertungsverfahren
 (SchKG. 138, 142; VZG. vom 23. April 1920, Art. 29)

Es ergeht hiermit an die Pfändgläubiger und Grundlastberechtigten die Aufforderung, dem unterzeichneten Betreibungsamt binnen der Eingabefrist ihre Ansprüche an dem Grundstück insbesondere auch für Zinsen und Kosten anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig und gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin. Innert der Frist nicht angemeldete Ansprüche sind, soweit sie nicht durch die öffentlichen Bücher festgestellt sind, von der Teilnahme am Ergebnis der Verwertung ausgeschlossen.
 Innert der gleichen Frist sind auch alle Dienstbarkeiten anzumelden, welche vor 1912 unter dem früheren kantonalen Recht begründet und noch nicht in die öffentlichen Bücher eingetragen worden sind. Soweit sie nicht angemeldet werden, können sie einem gutgläubigen Erwerber des Grundstückes gegenüber nicht mehr geltend gemacht werden, sofern sie nicht nach den Bestimmungen des Zivilgesetzbuches auch ohne Eintragung im Grundbuch dinglich wirksam sind.

Kt. Aargau — Betreibungsamt Wettingen (1534)
 Schuldnerin: Bucher Marie Lina, geb. 1911, Dufourstrasse 9, in Basel.
 Dritteigentümerin: Sennfelder Offset-Druck AG, Seminarstrasse 71, in Wettingen; Verwaltungsratspräsident H. Häusler.
 Liegenschaft ohne Zugehör:
 GB Wettingen 2459, Kat.-Pl. Nr. 49, Parzelle 2790, Gartenstrasse 9 brandversichert zu:
 10.59 a Gebäudeplatz und Garten, Wohn- und Geschäftshaus, Wohnhausanbau und Anbauten Nr. 514 Fr. 85 000.—
 Biskuitfabrik Nr. 577 Fr. 48 000.—
 Garage Nr. 2041 Fr. 4500.—
 Betreibungsamtliche Schätzung Fr. 120 000.—
 Die Verwertung wird verlangt infolge Betreibung des Pfändgläubigers im ersten bis dritten Rang.
 Steigerungstag und -ort: Donnerstag, den 18. November, 15 Uhr, im Restaurant «Winkelried», in Wettingen, Landstrasse.
 Eingabefrist: bis 5. November 1965.
 Auflegung der Steigerungsbedingungen nebst Lastenverzeichnis auf dem Betreibungsamt während zehn Tagen vom 14. Tage vor der Steigerung an.
 Es findet nur eine Steigerung statt.
 5430 Wettingen, den 20. Oktober 1965 Betreibungsamt Wettingen

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe
 (SchKG 295, 296, 300.)
Sursis concordataire et appel aux créanciers
 (L. P. 295, 296, 300.)

Den nachbenannten Schuldner ist eine Nachlassstundung bewilligt worden.
 Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen innert der Eingabefrist beim Sachwalter einzugeben, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfall bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.
 Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Kt. Aargau — Konkurskreis Bremgarten (1505²)
 Schuldner: Forster Max, keramisches Plattengeschäft, Zentralstrasse 44, Wohlen.
 Datum der Stundungsbewilligung durch Entscheid des Bezirksgerichts Bremgarten: 7. Oktober 1965.
 Dauer der Stundung: drei Monate, d. h. bis 7. Januar 1966.
 Gerichtlich bestellter Sachwalter: Max Schmidli, Notar, Zentralstrasse 13, 5610 Wohlen.
 Eingabefrist: bis 12. November 1965. Die Gläubiger des Nachlassschuldners werden hiermit aufgefordert, ihre Forderungen, Wert 7. Oktober 1965, unter Angabe allfälliger Pfand- und Vorzugsrechte beim Sachwalter schriftlich anzumelden.
 Gläubigerversammlung: Zur Beratung über den Nachlassvertrag werden die Gläubiger auf Freitag, den 3. Dezember 1965, 11 Uhr, in den Gerichtssaal in Bremgarten eingeladen.
 Aktenaufgabe: während zehn Tagen vor der Gläubigerversammlung im Büro des Sachwalters.

Bestätigung des Nachlassvertrages — Homologation du concordat
 (SchKG 306, 308, 317.) (L.P. 306, 308, 317.)

Ct. de Genève — Tribunal de première instance, Genève (1536)
 Par jugement du mardi 5 octobre 1965, le Tribunal a homologué le concordat présenté par Baeriswyl Raymond, peintre en bâtiment, avenue Vibert 21, Carouge, Genève, à ses créanciers.
 1200 Genève, le 21 octobre 1965. P. Guillot, commis-greffier.

Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung — Concordat par abandon d'actif
 (SchKG 316* bis 316*) (L.P. 316* à 316*)

Kt. St. Gallen — Konkurskreis Neutoggenburg (1533)
 Anlegung der Schlussrechnung und Verteilungsliste
 Der Gläubigerschaft im Nachlassverfahren mit Vermögensabtretung des Bertozzi-Müntener Adeo, Bahnhofkiosk, Wattwil (St. Gallen), wird hiermit zur Kenntnis gebracht, dass die Schlussrechnung und die Verteilungsliste während 20 Tagen, d. h. vom 25. Oktober bis 13. November 1965, auf dem Konkursamt Neutoggenburg in Lichtensteig (St. Gallen) zur Einsicht aufliegen (Art. 316n SchKG).
 Allfällige Beschwerden sind während der Auflagefrist bei der kantonalen Aufsichtsbehörde für Schuldbetreibung und Konkurs in St. Gallen einzureichen.
 9620 Lichtensteig, 20. Oktober 1965 Das Konkursamt

Verschiedenes — Divers — Varia

Ct. de Berne — Tribunal du district, Porrentruy (1531)
 Renonciation à une procédure concordataire
 Le juge soussigné porte à la connaissance des intéressés que
 Christe Paul,
 pierriste à Vendlincourt, a renoncé au bénéfice du sursis concordataire à lui accordé le 26 octobre 1964. L'affaire a été rayée du rôle le 15 octobre 1965.
 2900 Porrentruy, le 18 octobre 1965.
 Le président e. r. du Tribunal du district de Porrentruy,
 comme autorité concordataire inférieure:
 O. Schmid

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio

Avis

Die Geschäftsinhaber oder deren Erben, beziehungsweise die Verwaltungen juristischer Personen (Aktiengesellschaften, GmbH., Genossenschaften, Vereine und dergleichen) sind verpflichtet, jede Aenderung einer im Handelsregister eingetragenen Tatsache, namentlich die Aufgabe des Geschäftes oder dessen Uebergang auf eine andere Person sowie die Auflösung und das Erlöschen von Kollektiv- und Kommanditgesellschaften und juristischen Personen unverzüglich zur Eintragung ins Handelsregister anzumelden (vergleiche insbesondere Art. 937 und 938 OR).

Les chefs de maisons commerciales ou leurs héritiers, de même que les organes de personnes morales (sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée, sociétés coopératives, associations, etc.), sont tenus de requérir immédiatement l'inscription de toute modification de faits inscrits dans le registre du commerce, notamment la cessation du commerce ou sa reprise par une autre personne, ainsi que la dissolution et la radiation de sociétés en nom collectif ou en commandite et de personnes morales (voir en particulier les art. 937 et 938 C. O.).

Stiftungen - Fondations - Fondazioni

Publikationen betreffend Stiftungen erscheinen nur in der Samstagausgabe
 Les publications concernant les fondations paraissent seulement le samedi

Kantone / Cantons / Cantoni:

Zürich, Bern, Luzern, Uri, Glarus, Zug, Basel-Stadt, Appenzel A.-Rh., St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Ticino, Vaud, Neuchâtel, Genève.

Zürich - Zurich - Zurigo

13. Oktober 1965.

Personalvorsorgestiftung der Firma Armbruster & Zürcher A.G., in Zürich.
 Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 15. September 1965 eine Stiftung. Sie bezweckt die Sicherung der Mitarbeiter der Armbruster & Zürcher A.G., in Zürich, und ihrer Angehörigen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Unfall, Krankheit, Invalidität und Tod sowie bei unverschuldeter Notlage. Organe sind der Stiftungsrat von zwei bis drei Mitgliedern, die Mitarbeiterversammlung und die Kontrollstelle. Die Stiftung wird vertreten durch Hugo Schrepfer, von Obalden, in Illnau, Präsident, und Werner Zürcher, von Richterswil, in Winterthur, Aktuar des Stiftungsrates. Die Genannten führen Einzelunterschrift. Geschäftsdomicil: Wiesenstrasse 9 in Zürich 8 (c/o Armbruster & Zürcher A.G.).

13. Oktober 1965.

Personalvorsorgestiftung der Firma W. Zürrer & Co., in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 15. September 1965 eine Stiftung. Sie bezweckt die Sicherung der Mitarbeiter der W. Zürrer & Co., in Zürich, und ihrer Angehörigen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Unfall, Krankheit, Invalidität und Tod sowie bei unverschuldeter Notlage. Organe sind der Stiftungsrat von zwei bis drei Mitgliedern, die Mitarbeiterversammlung und die Kontrollstelle. Die Stiftung wird vertreten durch Wilhelm Zürrer, von und in Zürich, Präsident des Stiftungsrates. Er führt Einzelunterschrift. Geschäftsdomizil: Burstwiesenstrasse 69 in Zürich 3 (c/o W. Zürrer & Co.).

13. Oktober 1965.

Personalvorsorgestiftung der Firma Zürrer A.G. Zürich, in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 15. September 1965 eine Stiftung. Sie bezweckt die Sicherung der Mitarbeiter der Zürrer A.G. Zürich, in Zürich, und ihrer Angehörigen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Unfall, Krankheit, Invalidität und Tod sowie bei unverschuldeter Notlage. Organe sind der Stiftungsrat von zwei bis drei Mitgliedern, die Mitarbeiterversammlung und die Kontrollstelle. Die Stiftung wird vertreten durch Hugo Schrepfer, von Obalden, in Illnau, Präsident, und Wilhelm Zürrer, von und in Zürich, Aktuar des Stiftungsrates. Die Genannten führen Einzelunterschrift. Geschäftsdomizil: Burstwiesenstrasse 69 in Zürich 3 (c/o Zürrer A.G. Zürich).

13. Oktober 1965.

Personalfürsorge der Firma Oscar Brandenberger, in Zürich 5 (SHAB. Nr. 275 vom 23. November 1957, Seite 3071). Mit Beschluss vom 27. August 1964 hat der Regierungsrat des Kantons Zürich die Stiftungsurkunde geändert. Die eintragungsbefürdigten Tatsachen werden dadurch nicht betroffen.

13. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Bauer A.G., Zürich, in Zürich 6 (SHAB. Nr. 133 vom 10. Juni 1961, Seite 1671). Mit Beschluss vom 27. August 1964 hat der Regierungsrat des Kantons Zürich die Stiftungsurkunde geändert. Die Schreibweise des Namens der Stiftung ist **Personalfürsorgestiftung der Bauer A.-G., Zürich.** Zweck der Stiftung ist die Fürsorge zugunsten sämtlicher Angestellten und Arbeiter männlichen und weiblichen Geschlechts der «Bauer A.G.», in Zürich, gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Unfall, Invalidität und unverschuldeter Notlage. Zuwendungen sind auch zulässig bei vorzeitigem Ausscheiden eines langjährigen Angestellten oder Arbeiters. Ferner können im Todesfalle von Angestellten und Arbeitern Beiträge an die Hinterbliebenen ausgerichtet werden. Die Stiftung kann insbesondere auch der «Pensionskasse der Bauer A.-G., Zürich», in Zürich, Zuwendungen machen. Der Stiftungsrat besteht nun aus 1 bis 7 Mitgliedern.

13. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Ant. Bonomo's Erben AG, in Zürich 11 (SHAB. Nr. 224 vom 26. September 1964, Seite 2899). Mit Beschluss vom 8. Oktober 1964 hat der Regierungsrat des Kantons Zürich die Stiftungsurkunde geändert. Der Name der Stiftung lautet neu **Personalfürsorgestiftung der Ant. Bonomo's Erben AG. Bauunternehmung.** Der Stiftungsrat besteht nun aus 5 Mitgliedern.

14. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung Abogado, in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 5. Oktober 1965 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge zugunsten der Dienstpflichtigen der Rechtsanwältin Dr. Eric Homburger, Peter Achermann, Wolfgang von Erlach und Donald Etienne sowie deren Hinterbliebenen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität, Tod, Krankheit, Unfall, Arbeitslosigkeit und unverschuldeter Notlage. Organe sind der Stiftungsrat von drei Mitgliedern und die Kontrollstelle. Die Stiftung wird vertreten durch Dr. Eric Homburger, von St. Gallen, in Zürich, Präsident; Peter Achermann, von Luzern, in Küsnacht, Vizepräsident, und Manfred Hess, von Schleithelm, in Büllach, weiteres Mitglied des Stiftungsrates. Die Genannten führen Kollektivunterschrift zu zweien. Geschäftsdomizil: Rämistr. 39 in Zürich 1 (c/o Advokaturbüro Homburger, Achermann, von Erlach und Etienne).

14. Oktober 1965.

Pensionskasse der Angestellten der Firma Gebrüder Fretz Aktiengesellschaft in Zürich, in Zürich 8 (SHAB. Nr. 128 vom 6. Juni 1959, Seite 1619). Mit Beschluss vom 22. Oktober 1964 hat der Regierungsrat des Kantons Zürich die Stiftungsurkunde geändert. Der Name der Stiftung lautet neu **Pensionskasse der Angestellten der Firma Gebr. Fretz AG in Zürich.** Zweck der Stiftung ist die Fürsorge zugunsten der Dienstpflichtigen der Firma «Gebrüder Fretz Aktiengesellschaft», in Zürich, sowie ihrer Hinterbliebenen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität und Tod. Organ der Stiftung ist nun auch die Kontrollstelle.

14. Oktober 1965.

Alters- und Hinterbliebenenfürsorge-Stiftung der C. F. Bally A.-G., in Zürich 2 (SHAB. Nr. 240 vom 13. Oktober 1962, Seite 2935). Mit Beschluss des Regierungsrates des Kantons Zürich vom 20. August 1964 ist die Stiftungsurkunde geändert worden. Der Name der Stiftung lautet neu **Personalfürsorge-Stiftung der C. F. Bally A.G.** Die Stiftung bezweckt die Fürsorge zugunsten der Angestellten der Firma «C. F. Bally A.-G.», in Zürich, sowie deren Hinterbliebene durch Leistungen im Falle von Alter, Tod, Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst, Arbeitslosigkeit sowie unverschuldeten Notlagen. Dr. Henry Jenny, Vizepräsident des Stiftungsrates, wohnt nun in Kilchberg (Zürich).

14. Oktober 1965.

Alters- und Hinterbliebenenfürsorge-Stiftung der C. F. Bally A.-G. für schweizerische Angestellte der Tochtergesellschaften im Ausland, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 240 vom 13. Oktober 1962, Seite 2935). Mit Beschluss des Regierungsrates des Kantons Zürich vom 20. August 1964 ist die Stiftungsurkunde geändert worden. Der Name der Stiftung lautet neu **Personalfürsorge-Stiftung der C. F. Bally A.G., Zürich, für schweizerische Angestellte der Tochtergesellschaften im Ausland.** Die Stiftung bezweckt die Fürsorge zugunsten der schweizerischen Angestellten ausländischer Tochtergesellschaften der Firma «C. F. Bally A.-G.», in Zürich, sowie deren Hin-

terbliebene durch Leistungen im Falle von Alter, Tod, Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst, Arbeitslosigkeit sowie unverschuldeten Notlagen. Der Stiftungsrat besteht nun aus einem bis drei Mitgliedern. Organ der Stiftung ist nun auch die Verwaltungskommission. Dr. Henry Jenny, Vizepräsident des Stiftungsrates, wohnt nun in Kilchberg (Zürich).

14. Oktober 1965.

Wohlfahrtsfonds zu Gunsten der Angestellten der The American Express Company, Incorporated, in der Schweiz, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 94 vom 24. April 1965, Seite 1279). Mit Beschluss vom 20. August 1965 hat der Bezirksrat Zürich die Stiftungsurkunde geändert. Die eintragungsbefürdigten Tatsachen werden dadurch nicht betroffen.

14. Oktober 1965.

Stiftung Prof. Kriskovic, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 105 vom 9. Mai 1959, Seite 1319). Die Unterschriften von Albert Studer und Hedwig Sophie Hotz sind erloschen. Neu führen Kollektivunterschrift zu zweien Peter Kuhn, von Dornach (Solothurn), in Luzern, Präsident des Stiftungsrates, und Edith Hubacher, von Krauchthal (Bern), in Zürich, Mitglied des Stiftungsrates. Neues Domizil: Kinkelstrasse 2 in Zürich 6 (bei der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe).

14. Oktober 1965.

Allgemeine Fürsorgestiftung der Firma Fenster Kiefer AG, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 296 vom 19. Dezember 1964, Seite 3814). Die Unterschrift von Walter Bärger ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien Johann Jetter, von Lengnau (Aargau), in Wädenswil, Mitglied des Stiftungsrates.

14. Oktober 1965.

Arbeiter-Fürsorgestiftung der Firma Fenster Kiefer AG, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 200 vom 28. August 1965, Seite 2683). Die Unterschrift von Walter Bärger ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift Johann Jetter, von Lengnau (Aargau), in Wädenswil, Mitglied des Stiftungsrates; er zeichnet ausschliesslich mit Werner Kiefer, Präsident des Stiftungsrates, oder mit Dr. Max Sandberg, Mitglied des Stiftungsrates.

15. Oktober 1965.

Unterstützungsfonds der Angestellten und Arbeiter der Firma Xamax A.-G. (Xamax S.A., Xamax Ltd.), in Zürich 11, in Zürich 11 (SHAB. Nr. 176 vom 1. August 1959, Seite 2171). Mit Beschluss des Regierungsrates des Kantons Zürich vom 1. Juli 1965 ist die Stiftungsurkunde geändert worden. Schreibweise des Namens der Stiftung ist **Unterstützungsfonds der Angestellten und Arbeiter der Firma Xamax A.G. (Xamax S.A., Xamax Ltd.) in Zürich 11.** Die Stiftung bezweckt den Schutz der Angestellten und Arbeiter der Firma «Xamax A.-G. (Xamax S.A.) (Xamax Ltd.)», in Zürich, und ihr nahestehender Unternehmungen, sowie der Angehörigen und Hinterbliebenen dieser Angestellten und Arbeiter, gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Tod, Krankheit, Invalidität und unverschuldeter Notlage. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von mindestens drei Mitgliedern, zwei Kassenvorstände und die Kontrollstelle. Die einzelunterschriftsberechtigte Präsidentin des Stiftungsrates, Aloysia Fischer geb. Kleis, hat infolge Wiederverheiratung den Familiennamen Hobi erhalten; sie ist nun auch Bürgerin von Pfäfers (St. Gallen) und wohnt in Risch (Zug). Die Unterschriften von Karl Vollenweider und Hermann Baumgartner sind erloschen. Neu führen Kollektivunterschrift zu zweien Dr. Cassian Hobi, von Zürich und Pfäfers (St. Gallen), in Risch (Zug), Mitglied und Sekretär des Stiftungsrates, und Hugo Huber, von Aedermannsdorf (Solothurn), in Arlesheim, Mitglied des Stiftungsrates.

15. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Nitrex AG, in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 14. September 1965 eine Stiftung. Sie bezweckt die Sicherung des Personals der Firma Nitrex AG, in Zürich, beziehungsweise von dessen Angehörigen und Hinterbliebenen, gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter und Tod sowie die Hilfeleistung für das Personal bei Vorliegen von Härtefällen (Invalidität und dergleichen). Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 5 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Kollektivunterschrift zu zweien führen Rudolf Brupbacher, von Meilen, in Zollikon, Präsident, Dr. Wilhelm Andreas Hawlik, österreichischer Staatsangehöriger, in Adliswil, Vizepräsident, und Walter Heer, von Rheineck, in Langnau a. A., Mitglied des Stiftungsrates. Domizil: Bleicherweg 33 in Zürich 2 (c/o Nitrex AG).

15. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Hans U. Bosshard AG (HUB), in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 1. Juni 1965 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für die nachstehend bezeichneten Destinatäre gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Tod, Invalidität, Krankheit, Unfall und in besonderen Notlagen. Destinatäre sind die Arbeitnehmer der Firma Hans U. Bosshard A.G. (HUB), Zürich, in Zürich, und ihre Angehörigen und Hinterlassenen sowie Personen, für die der Arbeitnehmer nachweisbar bis zuletzt gesorgt hat. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von einem bis fünf Mitgliedern und die Kontrollstelle. Die Stiftung wird mit Kollektivunterschrift zu zweien vertreten durch Dr. Paul Gmür, von Zürich und Amden, in Zürich, Präsident des Stiftungsrates, und durch die weiteren Stiftungsratsmitglieder Dr. Hans U. Bosshard, von und in Zürich, und Elisabeth Juen, von Rheinau (Zürich), in Küsnacht (Zürich). Domizil: Manessestrasse 170 in Zürich 3 (c/o Hans U. Bosshard A.G. (HUB), Zürich).

15. Oktober 1965.

Personal-Fürsorgestiftung der Celca A.G., in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 17. September 1965 eine Stiftung. Ihr Zweck ist die Fürsorge für die Angestellten der Firma «Celca A.G.», in Zürich, sowie für deren Angehörige und Hinterlassene im Alter, bei Unfall, Krankheit, Invalidität, Tod, Arbeitslosigkeit oder unverschuldeter Notlage. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 3 bis 6 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Kollektivunterschrift zu zweien führen Felix Schoenenberger, von Bütschwil (St. Gallen), in Zumikon, Präsident, sowie Dr. Franz Baumgartner, von Solothurn, in Kilchberg (Zürich), und Josef Angele, von Arbon, in Zollikon, weitere Mitglieder des Stiftungsrates. Domizil: Dufourstrasse 31 in Zürich 8 (bei der Firma Celca A.G.).

15. Oktober 1965.

Fürsorgestiftung der Firma Pierre Baltensperger, Zürich, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 251 vom 26. Oktober 1957, Seite 2820), Stiftung. Mit Beschluss vom 29. Oktober 1964 hat der Regierungsrat des Kantons Zürich die Stiftungsurkunde geändert. Der Name der Stiftung lautet neu Fürsorgestiftung der Firma Pierre Baltensperger & Cie, Zürich. Zweck der Stiftung ist die Fürsorge zugunsten der Dienstpflichtigen der Firma «Pierre Baltensperger & Cie.», in Zürich sowie deren Hinterbliebenen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität, Tod, Krankheit und unverschuldeter Notlage. Der Stiftungsrat besteht nun aus 3 bis 6 Mitgliedern. Pierre Baltensperger, Präsident des Stiftungsrates, wohnt nun in Erlenbach (Zürich). Anton Signore, Mitglied des Stiftungsrates, wohnt nun in Wallisellen. Domizil: Bahnhofstrasse 40, Zürich 1 (bei der Firma Pierre Baltensperger & Cie.).

15. Oktober 1965.

Fürsorgefonds Dr. Fritz Müller, in Zürich 4 (SHAB. Nr. 43 vom 21. Februar 1946, Seite 562). Mit Beschluss vom 9. September 1965 hat der Regierungsrat des Kantons Zürich die Stiftungsurkunde geändert. Zweck der Stiftung ist die Fürsorge für die Angestellten, Arbeiter und deren Angehörige der Firma «Dr. Fritz Müller's Erben», in Zürich, im Falle von Krankheit, Invalidität, Alter, Tod, Arbeitslosigkeit und unverschuldeter Notlage. Der Stiftungsrat besteht nun aus 1 bis 4 Mitgliedern. Die Unterschrift von Dr. Fritz Müller ist erloschen. Neu führt Einzelunterschrift Ida Müller geb. Müller, von Kreuzlingen, in Zürich, einziges Mitglied des Stiftungsrates. Domizil: Langstrasse 136, Zürich 4 (bei der Firma Dr. Fritz Müller's Erben).

15. Oktober 1965.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Metronic Verkaufs AG, in Zürich 11 (SHAB. Nr. 229 vom 30. September 1961, Seite 2843). Die Unterschrift von Guido Eugster ist erloschen. Rosmarie Merz-Bonomo, Mitglied des Stiftungsrates, führt Kollektivunterschrift zu zweien als Protokollführerin. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien Willem Josef Kockelkorn, niederländischer Staatsangehöriger, in Dübendorf, Mitglied des Stiftungsrates.

19. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Firma W. Furrer & Co., Wetzikon, bisher in Wetzikon (SHAB. Nr. 23 vom 28. Januar 1961, Seite 291). Mit Beschluss des Bezirksrats Hinwil vom 11. September 1964 ist die Stiftungsurkunde geändert worden. Der Name der Stiftung lautet nun Personalfürsorgestiftung der Firma W. Furrer & Co. Sitz der Stiftung ist Hinwil. Destinatäre der Stiftung sind weiterhin die Mitarbeiter und ihre Hinterbliebenen der Firma W. Furrer & Co., die ihren Sitz von Wetzikon nach Hinwil verlegt hat. Domizil: Fröscheslezen 29 (c/o W. Furrer & Co.).

19. Oktober 1965.

Fürsorgefonds für das Personal der Brüttsch, Rüeegg & Co., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 241 vom 15. Oktober 1943, Seite 2310). Mit Beschluss vom 12. August 1965 hat der Regierungsrat des Kantons Zürich die Stiftungsurkunde geändert. Der Name der Stiftung lautet neu Fürsorgefonds für das Personal der Firma Brüttsch, Rüeegg & Co. Zweck der Stiftung ist die Fürsorge für die Arbeiter und Angestellten der Firma «Brüttsch, Rüeegg & Co.», in Zürich, und allenfalls deren Hinterbliebenen und der Schutz dieser Personen gegen die wirtschaftlichen Folgen von unverschuldeter Notlage, Alter, Invalidität, Unfall, Krankheit und Tod. Der Stiftungsrat besteht nun aus 3 bis 5 Mitgliedern. Die Unterschrift von Gustav Schmid ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien Margrith Rüeegg, von Zürich und Rothrist, in Zürich, Mitglied des Stiftungsrates.

19. Oktober 1965.

Stiftung Pensionskasse der Scheller AG Zürich, in Zürich 7 (SHAB. Nr. 58 vom 10. März 1962, Seite 735). Mit Beschluss vom 22. Oktober 1964 hat der Regierungsrat des Kantons Zürich die Stiftungsurkunde geändert. Die eintragungsbefürdigten Tatsachen werden dadurch nicht betroffen.

20. Oktober 1965.

Wohlfahrtsstiftung der Baratella & Schweri AG., in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 10. August 1965 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für im ständigen Dienst der «Baratella & Schweri AG.» stehenden Arbeitnehmer gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter oder Arbeitsunfähigkeit beziehungsweise für die Hinterlassenen der Begünstigten im Falle des Todes der letzteren, ferner die Fürsorge im Falle von unverschuldeter Notlage. Organe sind der Stiftungsrat von wenigstens drei Mitgliedern und die Kontrollstelle. Die Stiftung wird vertreten durch Dr. Gion Gondrau, von Disentis, in Herrliberg, Präsident; Walter Schweri, von Koblenz, in Zürich, und Alex Scherrer, von Zwingen, in Oberengstringen, weitere Mitglieder des Stiftungsrates. Die Genannten führen Kollektivunterschrift zu zweien. Geschäftsdomizil: Hardturmstrasse 169 in Zürich 5 (c/o Baratella & Schweri AG.).

20. Oktober 1965.

Pensionskasse der Firmen «Spag» E. Nebel & Co. und E. Nebel & Co., Zürich, in Zürich 3 (SHAB. Nr. 6 vom 9. Januar 1960, Seite 72). Mit Beschluss des Regierungsrates des Kantons Zürich vom 8. Oktober 1964 ist die Stiftungsurkunde geändert worden. Der Name der Stiftung lautet neu Pensionskasse der «Spag» E. Nebel A.G. Zürich. Die Stiftung bezweckt die Fürsorge zugunsten der Dienstpflichtigen der Firma «Spag» E. Nebel A.G., in Zürich, sowie deren Hinterbliebenen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität, Tod, Krankheit, Arbeitslosigkeit und unverschuldeter Notlage. Der Stiftungsrat besteht aus 5 Mitgliedern. Die Unterschrift von Ella Maria Ulrich ist erloschen. Die Stiftungsmittglieder Ernst Nebel, nun in Erlenbach (Zürich), und Arturo Giacometti führen nicht mehr Einzelunterschrift, sondern Kollektivunterschrift zu zweien. Neu führen Kollektivunterschrift zu zweien Fritz Bregg, von Zürich, in Kilchberg (Zürich), und Walter Ulrich von und in Zürich, Mitglieder des Stiftungsrates. Domizil der Stiftung: Manessestrasse 192 in Zürich 3 (bei der Firma «Spag» E. Nebel A.G.).

20. Oktober 1965.

Hermann Hess-Honegger-Stiftung, in Rütli (SHAB. Nr. 100 vom 2. Mai 1964, Seite 1386). Mit Beschluss des Regierungsrates des Kantons Zürich vom 13. Mai 1965 ist die Stiftungsurkunde geändert worden. Die Stiftung bezweckt die Fürsorge für die Arbeitnehmer der Firma «Hess & Cie., Pilgersteg, Inhaber Hofmann & Cie.», in Rütli, bei Alter, Invalidität, Krankheit, Unfall, beziehungsweise bei deren Ableben für ihre Hinterbliebenen. Ferner können bei unverschuldeter Notlage den im Dienste der Firma stehenden oder ehemaligen Arbeitnehmern sowie ihren Hinterbliebenen Unterstützungen gewährt werden. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 3 Mitgliedern, die Pensionskassen-Kommission sowie die Kontrollstelle.

20. Oktober 1965.

Fürsorgefonds der Meyer-Güller A.-G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 167 vom 20. Juli 1957, Seite 1971). Mit Beschluss vom 8. Oktober 1964 hat der Regierungsrat des Kantons Zürich die Stiftungsurkunde geändert. Die Schreibweise des Namens der Stiftung ist Fürsorgefonds der Meyer-Güller AG. Zweck der Stiftung ist, den Angestellten und Arbeitern beiderlei Geschlechts der Firma «Meyer-Güller A.-G.», in Zürich, bzw. nach deren Ableben ihren Hinterbliebenen finanzielle Leistungen zukommen zu lassen, um die wirtschaftlichen Folgen von Tod, Alter, Invalidität, Krankheit, Unfall und unverschuldeter Notlage zu mildern, immer aber nur soweit die Verhältnisse dies gerechtfertigt erscheinen lassen und die Mittel der Stiftung es erlauben. Der Stiftungsrat besteht aus 3 Mitgliedern. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien Beatrice Senn, von Bauma und Hinwil, in Zürich, Mitglied des Stiftungsrates.

20. Oktober 1965.

Stiftung Personalfürsorgefonds der «Brevo» A.-G., Horgen, in Horgen (SHAB. Nr. 283 vom 2. Dezember 1950, Seite 3096). Die Unterschrift von Paul Vorbrodt ist erloschen. Robert Bollinger-Vorbrodt führt seine Einzelunterschrift nun als Präsident des Stiftungsrates. Neu führt Einzelunterschrift Richard Emmenegger, von und in Zürich, Mitglied des Stiftungsrates.

Bern - Berne - Berna

Bureau Wangen a. d. A.

14. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Firma Optelma AG, in Attiswil. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 22. Dezember 1964 eine Stiftung. Sie bezweckt die Unterstützung der Angestellten und Arbeiter der Firma «Optelma AG», die infolge Alter, Arbeitslosigkeit, Militärdienst, Invalidität, Unfall oder Krankheit in Not geraten. Ein Stiftungsrat von 3 Mitgliedern verwaltet die Stiftung; 2 Mitglieder werden vom Verwaltungsrat der Stifterfirma und eines von den Destinatären gewählt. Der Stiftungsrat bezeichnet 1 bis 2 Rechnungsrevisoren. Dem Stiftungsrat gehören an: Gerold Emch, von Mühledorf, in Attiswil, Präsident; Max Jost, von und in Attiswil, Sekretär/Kassier; Max Wagner, von und in Wiedlisbach. Sie zeichnen zu zweien. Domizil der Stiftung: bei der Firma «Optelma AG», in Attiswil.

14. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Firma Grütter Hans, in Niederönz. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 17. Februar 1965 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für die Arbeitnehmer der Firma «Grütter Hans» durch Gewährung von periodischen oder einmaligen Unterstützungen an die Arbeitnehmer bzw. deren Hinterlassene im Alter oder bei Krankheit, Unfall, Invalidität, Tod, Militärdienst, Arbeitslosigkeit und unverschuldeter Notlage. Zur Erreichung des Stiftungszwecks kann die Stiftung Versicherungsverträge zu Gunsten der Destinatäre abschliessen. Die Stiftung ist in einem solchen Fall Versicherungsnehmerin. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von mindestens 3 Mitgliedern, dessen Präsident durch die Stifterfirma bezeichnet wird. Die Kontrollstelle besteht aus 2 Revisoren, von denen der eine von der Stifterfirma, der andere von den Destinatären gewählt werden. Hans Grütter, von Seeberg, in Niederönz, Präsident, und Otto Grütter, von und in Seeberg, Sekretär, führen Einzelunterschrift. Domizil der Stiftung: im Büro der Firma Grütter Hans, Niederönz.

Luzern - Lucerne - Lucerna

18. Oktober 1965.

Fürsorgekasse der Arbeiter der Fa. Brun & Cie. A.G., Nebikon, in Altishofen (SHAB. Nr. 24 vom 1. Februar 1964, Seite 341). Hans Fellmann und Julie Martin-Brun sind aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Neuer Stiftungsratspräsident ist Dr. Josef Egli, von Mauensee, in Sursee, und neues Mitglied Dr. Werner Rüeegg, von Emmen und Zürich, in Luzern. Sie führen Kollektivunterschrift zu zweien oder mit je einem anderen Zeichnungsberechtigten.

18. Oktober 1965.

Arbeiter-Fürsorgestiftung der Firma Brun & Cie. A.G., Nebikon, in Altishofen (SHAB. Nr. 24 vom 1. Februar 1964, Seite 341). Hans Fellmann und Julie Martin-Brun sind aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Neuer Präsident des Stiftungsrates ist Dr. Josef Egli, von Mauensee, in Sursee, und neues Mitglied Dr. Werner Rüeegg, von Emmen und Zürich, in Luzern. Sie führen Kollektivunterschrift zu zweien oder mit je einem anderen Zeichnungsberechtigten.

18. Oktober 1965.

Angestellten-Fürsorgestiftung der Firma Brun & Cie. A.G., Nebikon, in Altishofen (SHAB. Nr. 24 vom 1. Februar 1964, Seite 341). Hans Fellmann und Julie Martin-Brun sind aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Neuer Präsident des Stiftungsrates ist Dr. Josef Egli, von Mauensee, in Sursee, und neues Mitglied Dr. Werner Rüeegg, von Emmen und Zürich, in Luzern. Sie zeichnen zu zweien oder mit je einem anderen Unterschriftsberechtigten.

18. Oktober 1965.

Personalfürsorgefonds der Schweiz. Nähmaschinenfabrik A.G. Luzern, in Luzern (SHAB. Nr. 266 vom 12. November 1960, Seite 3235). Dr. Armand Wyrch ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neuer Präsident des Stiftungsrates ist Dr. iur. Hans Jenny, von Entlebuch und Buchrain, in Luzern. Er zeichnet zu zweien.

18. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Fa. Estumag Land- und Industriemaschinen AG, in Sursee. Laut öffentlicher Urkunde vom 15. September 1965 besteht unter diesem Namen eine Stiftung. Zweck: Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma gegen die wirtschaftlichen Folgen von Krankheit, Unfall, Invalidität, Alter und unverschuldeter Notlage sowie für die Angehörigen dieser Destinatäre im Falle des Todes. Der Stiftungsrat besteht aus mindestens 2 Mitgliedern. Präsident mit Einzelunterschrift ist Edwin Stutz, von Reinach (AG), in Sursee, und Mitglied mit Kollektivunterschrift mit dem Präsidenten Franz Habermacher, von Oberkirch, in Grosswangen. Adresse der Stiftung: bei der Firma.

18. Oktober 1965.

Carl und Christine Trenzen-Stiftung, in Luzern. Gemäss Letztwillensverfügungen vom 14. September 1960 und 28. Januar 1965 von Christine Trenzen, wohnhaft gewesen in Luzern, sowie Errichtungsurkunde vom 8. September 1965 besteht unter diesem Namen eine Stiftung. Sie bezweckt die Unterstützung von Hilfsbedürftigen, die Fürsorge für unverschuldet in Not geratene Personen, insbesondere für verschämte Arme und für elternlose Kinder, wobei die Unterstützungen ohne Rücksicht auf Nationalität, Rasse, Konfession oder Geschlecht auszurichten sind. Verwaltungsorgan ist der aus 3 Mitgliedern bestehende, durch den Vorstand der Gemeinnützigen Gesellschaft der Stadt Luzern bestellte Stiftungsrat. Präsident ist Dr. Hans L. F. Meyer, von Aristau und Luzern; Vizepräsident: Robert Widmer, von Luzern, und Kassier-Aktuar Eduard Camenzind, von Luzern, alle wohnhaft in Luzern. Die Genannten führen je zu zweien Unterschrift. Adresse der Stiftung: Steinhofstrasse 11 (bei Ed. Camenzind).

Uri - Uri - Uri

12. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Firma Andreas Aschwanden, in Altdorf. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 2. Juli 1965 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für die Arbeitnehmer der Stifterfirma im Alter oder bei Invaliddität, Krankheit, Unfall, Notlage und Tod. Der Stiftungsrat besteht aus 3 Mitgliedern. Präsident Andreas Aschwanden, und Mitglied Anna Aschwanden-Griesemer, beide von Seelisberg, in Altdorf, führen Kollektivunterschrift zu zweien. Domizil: bei der Stifterfirma, Gitschenstrasse.

Glarus - Glaris - Glarona

13. Oktober 1965.

Medico-Pharmazeutika-Stiftung zur Förderung der Wissenschaften auf medizinisch-pharmazeutischem Gebiete, in Glarus. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 15. September 1965 eine Stiftung. Sie bezweckt die Förderung der Wissenschaften auf medizinisch-pharmazeutischem Gebiet und deren Weiterentwicklung, im besonderen auf dem Gebiete der Regeneration, Geriatrie, Chirurgie, Unfall- und Sportmedizin sowie der ersten Hilfe. Die Stiftung kann Forschungsstätten errichten und unterhalten, Beiträge an bestehende Forschungsstätten leisten, Forschungen durch Zuwendungen fördern sowie Unternehmen und Personen, welche der Forschung oder anderer wissenschaftlicher Betätigungen obliegen, darin unterstützen. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von einem oder mehreren Mitgliedern. Kollektivunterschrift zu zweien führen Ina Panzer, deutsche Staatsangehörige, in Köln, und Willy Müller, von Boswil (Aargau), in Küssnacht (Zürich). Domizil der Stiftung: bei Dr. jur. Alfred Heer, Burgstrasse 28.

13. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Firma Schraner A.G., in Oberurnen (SHAB. Nr. 82 vom 11. April 1959, Seite 1028). Hans Schraner ist infolge Todes aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. In den Stiftungsrat wurden gewählt: Dr. H. George Camp, von Genf und Zürich, in Zollikon, als Präsident, und Fritz Hunold, von und in Oberurnen. Der Präsident führt Einzelunterschrift. Fritz Hunold zeichnet kollektiv zu zweien mit einem Mitglied des Stiftungsrates.

13. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Firma Dr. Gubser-Knoch A.G. Schweizerhaus, in Glarus (SHAB. Nr. 96 vom 26. April 1958, Seite 1157). Dr. Alois Gubser-Knoch ist infolge Todes aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Anna Gubser-Knoch, bisher Mitglied, ist nun Präsidentin. Sie zeichnet nach wie vor kollektiv zu zweien. Kollektivunterschrift zu zweien wurde erteilt an Richard Hug-Masanti, von Wolfenschiessen, in Schwanden.

18. Oktober 1965.

Fürsorgestiftung der Firma Gebr. E. & H. Schlittler, in Näfels (SHAB. Nr. 192 vom 20. August 1942, Seite 1899). Gemäss öffentlicher Urkunde vom 2. März 1965 wurde die Stiftungsurkunde geändert. Der Name der Stiftung lautet nun Fürsorgestiftung der Gebrüder E. & H. Schlittler A.G. Zweck der Stiftung ist nun: Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma sowie für ihre Angehörigen und Hinterbliebenen durch Gewährung von Unterstützung im Alter oder bei Tod, Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst und Arbeitslosigkeit sowie unverschuldeter Notlage. Der Stiftungszweck kann sowohl durch Ausrichtung direkter Zuwendungen als auch deren Abschluss von Versicherungsverträgen durch die Stiftung als Versicherungsnehmerin errichtet werden. Die Direktion des Innern des Kantons Glarus als Aufsichtsbehörde über die Stiftung hat unterm 7. April 1965 der Abänderung zugestimmt. Heinrich Schuler ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. In den Stiftungsrat wurde gewählt: Rolf Schlittler-Schuler, von Niederurnen, in Näfels. Er zeichnet kollektiv zu zweien.

Zug - Zoug - Zugo

15. Oktober 1965

Personalfürsorgestiftung der Firma Paul Müller, Buchdruckerei, in Zug. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 16. September 1965 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für die Arbeitnehmer der Stifterfirma sowie für ihre Angehörigen und Hinterbliebenen durch Gewährung von Unterstützungen im Alter oder bei Tod, Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst und Arbeitslosigkeit sowie unverschuldeter Notlage. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 3 bis 5 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Die Stiftung wird mit Einzelunterschrift vertreten durch: Paul Müller, von Mosnang und Zuzwil (St. Gallen), in Zug, Präsident, und Claire Müller geb. Hicklin, von Mosnang und Zuzwil (St. Gallen), in Zug, Mitglied des Stiftungsrates. Domizil: Bleichstrasse 3 (bei der Stifterfirma).

Basel-Stadt - Bâle-Ville - Basilea-Città

4. Oktober 1965.

Fürsorgekasse für die Arbeiterschaft der St. Johann Lagerhaus- und Schiffahrts-Gesellschaft, in Basel (SHAB. Nr. 158 vom 10. Juli 1965, Seite 2176). Durch Urkunde vom 10. September 1965 wurde das Stiftungsstatut mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 28. September 1965 geändert. Die publizierten Tatsachen werden dadurch nicht berührt.

13. Oktober 1965.

Fürsorgestiftung der Basler Handelskammer, in Basel (SHAB. Nr. 33 vom 9. Februar 1963, Seite 411). Die Unterschrift von Wilhelm Preiswerk-Tissot ist erloschen. Neu führt als Stiftungsratsmitglied Unterschrift zu zweien: Kurt A. Vischer, von Basel, in Arlesheim.

14. Oktober 1965.

Fürsorgestiftung der Buchdruckerei zum Basler Berichthaus A.G., in Basel (SHAB. Nr. 116 vom 19. Mai 1962, Seite 1487). Die Unterschrift des bisherigen Präsidenten des Stiftungsrates Dr. Paul Gloor ist erloschen. Unterschrift zu zweien wurde erteilt an den neuen Präsidenten des Stiftungsrates Alfred E. Sarasin, von Basel, in Riehen.

14. Oktober 1965.

Basler Berichthaus-Stiftung, in Basel (SHAB. Nr. 116 vom 19. Mai 1962, Seite 1487). Die Unterschrift des bisherigen Präsidenten des Stiftungsrates Dr. Paul Gloor ist erloschen. Unterschrift zu zweien wurde erteilt an den neuen Präsidenten des Stiftungsrates Alfred E. Sarasin, von Basel, in Riehen.

Appenzell A.-Rh. - Appenzell Rh. ext. - Appenzello est.

18. Oktober 1965.

Stiftung der Kleinkinderschule Heiden, in Heiden (SHAB. Nr. 77 vom 1. April 1938, Seite 739). Die Stiftungsratsmitglieder Marie Graf-Schmuziger und Emilie Kellenberger-Kuhn sind zurückgetreten, womit ihre Unterschriften erloschen sind. Als Präsidentin des Stiftungsrates zeichnet nun Regula Spalinger, von Marthalen, in Heiden, und als Kassierin Anita Meier, von und in Heiden. Sie führen Kollektivunterschrift. Domizil: bei Regula Spalinger, Brand.

St. Gallen - St-Gall - San Gallo

13. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Firma Eugster & Huber AG., in St. Gallen (SHAB. Nr. 103 vom 4. Mai 1963, Seite 1292). Die Unterschrift von Rosmarie Inauen ist erloschen.

Graubünden - Grisons - Grigioni

15. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Firmen Honegger, in Chur (SHAB. Nr. 196 vom 20. Juli 1963, Seite 2133). Diese Stiftung wird infolge Verlegung des Sitzes nach Luzern (SHAB. Nr. 236 vom 20. Juli 1963, Seite 2133) im Handelsregister des Kantons Graubünden von Amtes wegen gelöscht.

Aargau - Argovie - Argovia

15. Oktober 1965.

Wohlfahrts-Stiftung Jäggi, Hoch- und Tiefbau, Brugg, in Brugg (SHAB. Nr. 305 vom 28. Dezember 1944, Seite 2877). In Anpassung an die neue Firma der Stifterin wurde der Name der Stiftung, mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 6. Oktober 1965, geändert in Wohlfahrts-Stiftung der Jäggi AG Brugg. Die Unterschriften von Albert Jäggi, Präsident, und Erwin Vögtli sind erloschen. Neu gehören dem Stiftungsrat an: Martin F. Hafter, von Kilchberg (Zürich) und Weinfelden, in Kilchberg (Zürich), als Präsident; Dr. Heinz P. Zeller, von Walenstadt und Quarten, in Brugg, und Hans Ruckstuhl, von Winterthur, in Brugg. Sie führen Kollektivunterschrift zu zweien.

15. Oktober 1965.

Luft- und Sonnenbadstiftung, in Reinach (SHAB. Nr. 263 vom 10. November 1930, Seite 2299). Mit Beschluss vom 10. September 1965 hat der Regierungsrat des Kantons Aargau die Aufhebung der Stiftung angeordnet. Ueber das Vermögen ist im Sinne seines Zweckes verfügt worden. Die Stiftung ist aufgelöst und liquidiert. Sie wird im Handelsregister gelöscht.

15. Oktober 1965.

Personalfürsorgestiftung der Firma Balmer & Ammann, Baugeschäft, Lenzburg, in Lenzburg (SHAB. Nr. 191 vom 17. August 1963, Seite 2395). Infolge Umwandlung der Stifterfirma in eine Aktiengesellschaft wurde der Name der Stiftung in Anpassung an die neue Firma und mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 11. Oktober 1965 geändert in Personalfürsorgestiftung der Firma Balmer & Ammann A.G.

15. Oktober 1965.

Personalfürsorge der Firma Richner A.-G. Aarau, in Aarau (SHAB. Nr. 99 vom 29. April 1961, Seite 1220). Mit Beschluss vom 23. September 1965 hat der Regierungsrat des Kantons Aargau der Aufhebung dieser Stiftung zugestimmt. Ueber das Vermögen ist anderweitig im Sinne seines Zweckes verfügt worden. Die Liquidation ist durchgeführt. Die Stiftung wird gelöscht.

15. Oktober 1965.

Personalfürsorge für die Angestellten der Firma Richner A.-G. Aarau, in Aarau. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 31. Juli 1964 eine Stiftung. Zweck: Fürsorge für die ständigen Angestellten der Firma «Richner A.-G. Aarau», in Aarau, insbesondere Schutz gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität und Tod. Einziges Organ ist der aus 3 bis 5 Mitgliedern bestehende Stiftungsrat. Es gehören ihm an: Walter Schelling, von Schaffhausen, in Unterefelden, als Präsident; Hans Wehrli, von Küttigen, in Aarau, und Ernst Erismann, von Muhen, in Unterefelden. Sie zeichnen zu zweien. Domizil: Büro der Firma.

15. Oktober 1965.
 Personalfürsorge für die Arbeiter der Firma Richner A.-G. Aarau, in Aarau. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 31. Juli 1964 eine Stiftung. Zweck: Fürsorge für die ständigen Arbeiter der Firma «Richner A.-G. Aarau». in Aarau, insbesondere Schutz gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität und Tod. Einziges Organ ist der aus 3 bis 5 Mitgliedern bestehende Stiftungsrat. Es gehören ihm an: Walter Schelling, von Schaffhausen, in Unterentfelden, als Präsident; Willi Hochuli, von Reitnau, in Aarau, und Arnold Keller, von Endingen, in Rohr (Aargau). Sie zeichnen zu zweien. Domizil: Büro der Stifterfirma.

Thurgau - Thurgovie - Turgovia

15. Oktober 1965.
 Arbeiter-Pensionskasse der Aktiengesellschaft Adolph Saurer in Arbon, in Arbon (SHAB. Nr. 203 vom 31. August 1957, Seite 2317). Die Stiftungsurkunde ist mit regierungsrätlicher Genehmigung vom 22. September 1964 revidiert worden. Die Stiftung hat den Zweck, den innerhalb der Schweiz bei der «Aktiengesellschaft Adolph Saurer» in Arbon im Stunden-, Tag- oder Wochenlohn ständig und voll beschäftigten Arbeitern beiderlei Geschlechts, welche infolge von Invalidität oder Alter in den Ruhestand versetzt werden, bzw. im Falle ihres Todes ihren Hinterbliebenen, Renten bzw. Kapitalabfindungen zu gewähren. Durch Beschluss des Stiftungsrates kann die «Arbeiter-Pensionskasse» auch auf einen weiteren Kreis von Berechtigten ausgedehnt werden. Der Stiftungsrat besteht nun aus 7 Mitgliedern. Die Unterschriftsberechtigten ausserhalb des Stiftungsrates können nur in Verbindung mit einem zeichnungsberechtigten Mitglied des Stiftungsrates zeichnen. Die übrigen Aenderungen berühren die publizierten Tatsachen nicht. Als neues Mitglied mit Kollektivunterschrift zu zweien wurde Robert Huwyler, von Auw (Aargau), in Arbon, in den Stiftungsrat gewählt. Ferner wurde Kollektivunterschrift zu zweien erteilt an Adolf Müller, von Tegerfelden (Aargau), in Staad, Gemeinde Thal (St. Gallen); er ist nicht Mitglied des Stiftungsrates.

Tessin - Tessin - Ticino Ufficio di Lugano

15 ottobre 1965.
 Fondazione per la borsa di studio Piero Pellegrini, a Lugano (FUSC. del 17 aprile 1965, N° 89, pagina 1208). Guglielmo Canevascini, già presidente, decesso, non fa più parte del consiglio direttivo e la sua firma è estinta. In sua sostituzione è stato nominato presidente del consiglio direttivo Eros Bellinelli, da Cureggia, in Massagno, con firma collettiva con Marco Pellegrini, segretario, già iscritto.

18 ottobre 1965.
 Fondazione dott. med. Adolfo Keller, a Cademario (FUSC. del 17 agosto 1957, N° 191, pagina 2212). Carlo Viscardi, già presidente, non fa più parte del consiglio di fondazione e la sua firma è estinta. Nuovo presidente del consiglio di fondazione è stato nominato il dott. Hans Fuchs, da Frauenfeld, in Cademario, con firma collettiva con il segretario dott. Elisabetta Fuchs, già iscritta e ora domiciliata a Cademario.

Distretto di Mendrisio

16 ottobre 1965.
 Fondo di previdenza per il personale della Società Trasporti Internazionali Transalpina S. a. g. l., in Chiasso (FUSC. del 29 dicembre 1961, N° 301, pagina 3733). In conformità della decisione del consiglio direttivo della fondazione del 10 settembre 1965, approvata dall'autorità di vigilanza sulle fondazioni il 7 ottobre 1965, la fondazione è sciolta. Ad essa subentra in ogni suo diritto e obbligo la Fondazione di previdenza per il personale della ditte Transalpina S. A., in Chiasso (FUSC. del 9 ottobre 1965, N° 236, pagina 3165). La fondazione è cancellata dal registro di commercio, essendo terminata la sua liquidazione.

Waadt - Vaud - Vaud Bureau d'Avenches

18 ottobre 1965.
 Avenica S.A., società pour l'industrie des Pierres fines, Avenches, Fonds de prévoyance (FOSC. du 13 février 1960, N° 36, page 525). Robert Raymond, président, est démissionnaire; ses pouvoirs sont éteints. Max Stauffer, de Eggivil, à Lucens, est désigné comme président, avec signature collective à deux.

Bureau de Morges

9 octobre 1965.
 Fondation de prévoyance en faveur du personnel de la Maison Indarco S. à r. l., à Ecublens. Sous ce nom il a été constitué, selon acte authentique dressé le 12 août 1965, une fondation ayant pour but de venir en aide aux employés et ouvriers de la maison «Indarco S. à r. l.», à Ecublens, en cas de vieillesse, d'invalidité, de maladie, d'accident et, en cas de décès, aux membres de la famille de l'employé ou ouvrier décédé. La gestion de la fondation est confiée à un conseil de fondation composé de deux à cinq membres. Le conseil de fondation désigne hors de son sein un vérificateur des comptes. Ont été désignés comme membres du conseil de fondation: Jean-Jacques Kaspar, président, d'Oberkulm (Argovie), à Pully; Claude Freymond, secrétaire, de St-Cierges, à Morges. La fondation est engagée par la signature collective des deux membres du conseil. Le domicile de la fondation est à Ecublens, route de Crochy, dans les locaux de la fondatrice.

Bureau de Nyon

15 octobre 1965.
 Fondation de la Scierie de Crassier S.A., à Crassier (FOSC. du 15 juillet 1943, page 1629). Francis Bonnin, membre du conseil de fondation, est décédé; sa signature est radiée. Il a été remplacé par Jacques Bonnin, de et à Nyon, qui engagera la fondation par sa signature individuelle.

Neuenburg - Neuchâtel - Neuchâtel

Bureau de Boudry

18 octobre 1965.
 Fondation des Oeuvres sociales de Chatons S.A., précédemment au Locle (FOSC. du 17 décembre 1960, N° 296, page 3628). Le siège de la fondation a été transféré à Chambrelin, commune de Rochefort. Les statuts originaires du 17 mars 1944, révisés le 16 décembre 1958, ont été modifiés à nouveau par acte authentique du 28 septembre 1965. La fondation a pour but la création d'une caisse de retraite au profit du personnel de «Chatons S.A.», à Chambrelin, commune de Rochefort. La gestion de la fondation est confiée à un conseil de fondation composé de 3 à 5 membres. Le conseil de fondation désigne en dehors de son sein un contrôleur. Les statuts ont reçu, par arrêté du 30 juillet 1965, l'approbation du Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel et du Conseil communal de Rochefort, le 3 septembre 1965, en sa qualité d'autorité de surveillance. La fondation est engagée par la signature collective à deux des membres du conseil de fondation. Celui-ci est actuellement composé de: Pierre Chollet, de Maraçon, à Vevey, président (nouveau); Edgar Blandenier, de Villiers (Neuchâtel), à Villeneuve, secrétaire (nouveau), et Marguerite Gafner-Pollier, de Beatenberg (Berne), à Villeneuve, caissière (déjà inscrite). Les signatures de Georges Davoin, président, Gustave Leroy, secrétaire et Edgar Glauser, vice-président, démissionnaires, sont radiées. Adresse de la fondation: La Sauge, Chambrelin, commune de Rochefort.

Bureau de La Chaux-de-Fonds

14 octobre 1965.
 Fondation du Musée paysan et artisanal, à La Chaux-de-Fonds. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique du 9 septembre 1965, une fondation qui a pour but de constituer les collections d'un musée paysan et artisanal, d'organiser ce musée et de l'administrer de manière à ce qu'il soit largement ouvert au public, sinon gratuitement, du moins en échange d'une modeste finance d'entrée. La gestion de la fondation est confiée à un conseil de fondation de neuf membres, dont deux sont nommés par l'Association pour la sauvegarde du patrimoine des Montagnes neuchâteloises, deux par la Société d'Agriculture du district de La Chaux-de-Fonds, deux par la Commune de La Chaux-de-Fonds et les trois derniers par les six premiers. La fondation est engagée par la signature collective à deux du président ou du vice-président avec un autre membre du conseil. Celui-ci est composé de: Pierre-Arnold Borel, président, de Couvet et Neuchâtel, à La Chaux-de-Fonds; Lucien Louradour, vice-président, de et à La Chaux-de-Fonds; Paul Bourquin, secrétaire, de Sonvilier, à La Chaux-de-Fonds; André Grosjean, de La Chaux-de-Fonds et Plagne, à La Chaux-de-Fonds; Tell Jacot, du Locle, à La Chaux-de-Fonds; Traugott Kohli, de Guggisberg (Berne), à La Chaux-de-Fonds; Charles-Henri Thomann, du Locle et Himmelried, à La Chaux-de-Fonds; Jean Ummel, de Waescheldorn, à La Chaux-de-Fonds, et Eugène Vuilleumier, de La Sagne (Neuchâtel) et Tramelan, à La Chaux-de-Fonds. Adresse de la fondation: rue Belle-Combe 8, chez le président.

Bureau de Neuchâtel

18 octobre 1965.
 Fondation de prévoyance en faveur du personnel de l'Express société anonyme, à Neuchâtel (FOSC. du 25 juillet 1959, N° 170, page 2112). En suite de démission Georges Favre-Bulle, président, ne fait plus partie du conseil de fondation. Sa signature est radiée. Marc Wolfrath, de Neuchâtel, et Thielle-Wavre, à Neuchâtel, a été nommé président du conseil de fondation. Il engage la fondation en signant collectivement à deux avec Erik Heyd, secrétaire (déjà inscrit).

Gené - Genève - Ginevra

12 octobre 1965.
 Fondation Bedaux, à Genève (FOSC. du 29 septembre 1962, page 2783). La fondation est radiée par suite de sa dissolution (décision de l'autorité de surveillance des fondations du 24 septembre 1965).

12 octobre 1965.
 Fondation de prévoyance en faveur du personnel d'Albert Blunschy SA, à Chêne-Bougeries (FOSC. du 31 août 1963, page 2512). Par suite du changement de la numérotation, l'adresse est désormais 146, chemin de la Montagne, chez Albert Blunschy SA.

Andere gesetzliche Publikationen - Autres publications légales

Gewebe-Handels AG, Basel

Herabsetzung des Grundkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Artikel 733 OR.

Dritte Veröffentlichung

Die Gewebe-Handels AG hat an der ausserordentlichen Generalversammlung vom 19. Oktober 1965 beschlossen, das voll einbezahlte Grundkapital von Fr. 100 000.—, bisher eingeteilt in 100 Inhaberaktien zu Fr. 1000.—, auf Fr. 50 000.— herabzusetzen, wovon noch Fr. 20 000.— einbezahlt. Zur Rückzahlung gelangen Fr. 80 000.—. Daraus werden 50 Aktien zu Fr. 1000.— völlig zurückbezahlt und annulliert; auf die weiteren 50 Aktien werden je Fr. 600.— zurückbezahlt.

Die Gläubiger der Gesellschaft werden hiermit aufgefordert, innert zwei Monaten von der dritten Bekanntmachung im Schweizerischen Handelsamtsblatt an gerechnet, d. h. bis 23. Dezember 1965 ihre Forderungen bei Notar Dr. Max Bühlmayer, Steinentorstrasse 13, Basel, anzumelden und Befriedigung oder Sicherstellung zu verlangen.

(AA. 270)

4000 Basel, den 19. Oktober 1965.

Der Beauftragte

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

SCHWEIZERISCHE VERRECHNUNGSSTELLE — OFFICE SUISSE DE COMPENSATION

Ergebnisse des gebundenen Zahlungsverkehrs im September 1965 *) - Résultats du service réglementé des paiements en septembre 1965 *)

1. Zentralisierter Verkehr - 1. Trafic centralisé													
Vertragsstaaten Pays	Verfügbare Mittel Anfangsbestand Disponibilités Etat initial	Einzahlungen - Versements			Auszahlungen - Paiements			Sonsliger Verkehr ¹⁾ Autre trafic ¹⁾	Clearingstand Ende September 1965 Etat du clearing à fin septembre 1965				
		Waren Marchandises	Andere Einzahlungen Autres versements	Total	Waren Marchandises	Andere Auszahlungen Autres paiements	Total		Verfügbare Mittel Disponibilités	Pendente Auszahlungsaufträge Ordres de paiement non exécutés	Clearing saldo Solde de clearing	An-gemeldete Forderungen Déclarations de créances non liquidées	
in 1000 Franken September 1965 - Septembre 1965 en 1000 francs													
Bulgarien - Bulgarie	960	792	144	936	341	123	464	— 62	1 370	300	1 070	14 586	
Jugoslawien - Yougoslavie	5 254	3 142	1 880	5 022	6 143	396	6 539	—	3 737	908	2 829	51 760	
Polen - Pologne	424	5 215	677	5 892	3 675	1 526	5 201	— 533	582	1 148	— 566	17 404	
Rumänien - Roumanie	3 417	2 449	1 061	3 510	1 484	1 227	2 711	—	4 216	379	3 837	32 555	
Tschechoslowakei - Tchécoslov.	7	7 857	361	8 218	4 085	1 241	5 326	— 1 620	1 279	1 327	— 48	22 615	
Türkei - Turquie ²⁾	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9 393	
Ungarn - Hongrie	7 978	7 130	591	7 721	2 751	451	3 202	— 1 588	10 909	396	10 513	9 657	
Zentralisierter Verkehr Trafic centralisé	18 040	26 585	4 714	31 299	18 479	4 964	23 443	— 3 803	22 093	4 458	17 635	160 970	
Januar bis September 1965 - Janvier à septembre 1965													
Bulgarien - Bulgarie	3 874	7 809	973	8 782	19 423	1 293	11 716	430	1 370	300	1 070	14 586	
Jugoslawien - Yougoslavie	3 647	42 341	12 164	54 505	47 101	8 314	55 415	1 000	3 737	908	2 829	51 760	
Polen - Pologne	2 831	36 667	4 615	41 282	35 781	11 314	47 095	3 564	582	1 148	— 566	17 404	
Rumänien - Roumanie	5 763	20 168	3 024	23 192	26 829	7 337	34 166	9 427	4 216	379	3 837	32 555	
Tschechoslowakei - Tchécoslov.	—	59 855	4 900	64 755	50 750	12 336	63 086	— 390	1 279	1 327	— 48	22 615	
Türkei - Turquie ²⁾	—	—	—	—	1 284	—	1 284	—	—	—	—	9 393	
Ungarn - Hongrie	16 376	56 416	4 870	61 286	43 311	9 248	52 559	— 14 194	10 909	396	10 513	9 657	
Zentralisierter Verkehr Trafic centralisé	32 491	223 256	30 546	253 802	215 479	49 842	265 321	1 121	22 093	4 458	17 635	160 970	
2. Dezentralisierter Verkehr - 2. Trafic décentralisé													
Vertragsstaaten Pays	Verfügbare Mittel Ende September 1965 Disponibilités à la fin septembre 1965												
September 1965 - Septembre 1965													
Deutsche Demokr. Republik Verenigte Arabische Republik	4 118 84 ³⁾	2 516	351	2 867	2 259	540	2 799	— 43	4 143	84 ³⁾	Rép. dém. allemande République Arabe Unie		
Dezentralisierter Verkehr	4 034	2 516	351	2 867	2 259	540	2 799	— 43	4 059	Trafic décentralisé			
Zentralisierter u. dezentral. Verkehr	22 074	29 101	5 065	34 166	20 738	5 504	26 242	— 3 846	26 152	Trafic global			
Januar bis September 1965 - Janvier à septembre 1965													
Deutsche Demokr. Republik Verenigte Arabische Republik	7 277 736 ³⁾	24 542	3 501	28 043	26 864	4 101	30 965	— 212	4 143	84 ³⁾	Rép. dém. allemande République Arabe Unie		
Dezentralisierter Verkehr	8 013	24 543	3 545	28 088	26 864	4 144	31 008	— 1 034	4 059	Trafic décentralisé			
Zentralisierter u. dezentral. Verkehr	40 504	247 799	34 091	281 890	242 343	53 986	296 329	— 87	26 152	Trafic global			

*) Auszug aus dem Monats-Bulletin «Ergebnisse des gebundenen Zahlungsverkehrs» herausgegeben von der Schweizerischen Verrechnungsstelle, Zürich.
 **) Eingang oder Ausgang (—) von Mitteln aus Gold- und Devisenzahlungen, aus der Beanspruchung und Rückzahlung von in Zahlungsabkommen vorgesehenen Krediten aus der Errichtung von vorübergehenden Depotkonten usw.
 ***) Abkommen von Paris vom 11. Mai 1959 (Konsolidierung)
 ****) Stand der Konten bei ägyptischen Banken.

*) Extrait du bulletin mensuel «Résultats du service réglementé des paiements» publié par l'office suisse de compensation, à Zurich.
 **) Entrée ou sortie (—) de moyens provenant de paiements en or ou en devises de l'utilisation et du remboursement de crédits prévus dans les accords de paiement, de l'utilisation de comptes de dépôt provisoires etc.
 ***) Accord de Paris du 11 mai 1959 (Consolidation).
 ****) Etat des comptes auprès des banques égyptiennes.

Decreto del Consiglio federale
che modifica quello concernente la riscossione
di soprapprezzi sui foraggi
(Del 1° ottobre 1965)

Il Consiglio federale svizzero decreta:

I

I soprapprezzi sulle merci seguenti, elencate nell'articolo 1 del decreto del Consiglio federale del 5 ottobre 1964 concernente la riscossione di soprapprezzi sui foraggi, sono stabiliti a nuovo come segue:

Voce di tariffa	Designazione della merce	per q. allo sdoganamento Fr.
ex 1003.01	Orzo:	
	- da foraggio	3. —
	- per alimentazione umana	2.10
	- leggermente germogliato (Spitzmalz) o destinato a essere fatto germogliare	1.20
	- per usi tecnici	1. —
ex 1102.10	Orzo, brillante, per alimentazione umana	2. —

II

Il soprapprezzo qui sopra stabilito è applicabile a tutte le importazioni accettate in dogana a contare dall'entrata in vigore del presente decreto.

III

Il presente decreto entra in vigore il 1° ottobre 1965.
Le disposizioni abrogate rimangono applicabili ai fatti avvenuti mentre erano in vigore.

La Società cooperativa svizzera dei cereali e dei foraggi è incaricata di eseguire il presente decreto. 248. 23. 10. 65.

Algérie

Contingentement à l'importation de certains articles textiles

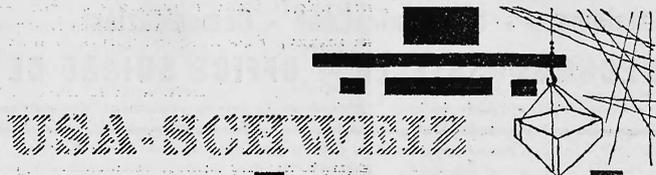
Par arrêté du 9 septembre 1965, publié dans le «Journal officiel» algérien du 5 octobre 1965, l'annexe I au décret 63-188 du 16 mai 1963 (création d'un cadre contingentaire à l'importation)¹⁾ a été complétée comme suit:

«51-04 B - Tissus de fibres textiles artificielles continues, à l'exclusion des tissus lamés.»

1) Voir FOSC. N° 138 du 17 juin 1963 - «Algérie. Réglementation de l'importation».

Auslandspostüberweisungsdienst - Service intern. des virements postaux

Umrechnungskurs ab 22. Oktober 1965 - Cours de conversion dès le 22 octobre 1965
 Belgien und Luxemburg/Belgique et Luxembourg: Fr. 8.73½; Dänemark/Danemark: Fr. 62.85; Deutschland/Allemagne: Fr. 108.10; Frankreich/France: Fr. 88.45; Italien/Italie: Fr. —.69⁹⁶; Marokko/Maroc: Fr. 86.80; Niederlande/Pays-Bas: Fr. 120.40; Norwegen/Norvège: Fr. 60.75; Oesterreich/Autriche: Fr. 16.79; Schweden/Suède: Fr. 83.90.
 Grossbritannien und Irland (Eire)*)/Grande-Bretagne et Irlande (Eire)*): £ & Sterl. = Fr. 12.16.*) Zahlungen durch Vermittlung der (paiements par intermédiaire de la) Swiss Bank Corporation, London; Postchekrechnung Nr. 40-600. Basel/Bâle. 248. 23. 10. 65.



Schnell · Sicher · Regelmässig

United States Lines

Buchungen und Auskünfte durch die Generalfrachtagenten
GEBRÜDER GONDRAND AG. BASEL
 Tel. (061) 24 24 70 und Filialen

Wöchentliche Abfahrten von New York, Boston, Philadelphia, Baltimore, Hampton Roads nach

Le Havre, Rotterdam, Antwerpen, Bremen, Hamburg, Container, Tieftanks, Kühlraum

SOUTH ATLANTIC LINE ab Jacksonville, Charleston, Savannah, Wilmington NC, Morehead City

JACKY, MAEDER & CO. BASEL
 Tel. (061) 24 88 20 und Filialen

Bestehende, gutgelegene

Geschäftliegenschaft

im Zentrum von Burgdorf (Nähe Bahnhof) ab Sommer 1966 ganz oder etagenweise zu vermieten. Geeignet zum Einrichten von Verkaufs-, Ausstellungs- oder Fabrikationsräumen. Totale Fläche ca. 800 m². Büros, Garagen und Parkplatz vorhanden

Chiffre P 2582 R, Publicitas, 3400 Burgdorf

SHAB-Inserate haben stets Erfolg

Zirka

20 000 m² Industrieland

in Burgdorf, erschlossen, nahe Autobahn, mit Geleiseanschluss, im Bau-recht abzugeben. (evtl. Parzellierung möglich).

Chiffre P 2581 R, Publicitas, 3400 Burgdorf

INKASSO Aussenstände in Ihrer Buchhaltung ?
 Versäumen Sie nicht, diese so rasch wie möglich zu realisieren.
 — Verhilft zu raschem Erfolg
 — Erfasst Ihre Schuldner Überall
 — Arbeitet auf Erfolgsbasis
 Verlangen Sie unverbindlich unsere Bedingungen mit Tarif für In- und Ausland.
DUN + BRADSTREET AG, Handelsauskunftel
 Inkassoabteilung, Postfach 931, 8022 Zürich
 In Gassen 6, beim Paradeplatz, 8001 Zürich



Die GEFNER Allgemeine Versicherungs-Gesellschaft sucht für die Schadenabteilung ihres Hauptsitzes in Genf einen jüngeren

Juristen

für die Bearbeitung von Schadenfällen der Unfall- und Haftpflichtversicherung, oder der Sachversicherungen, inkl. Verhandlungen mit der Kundschaft, den Behörden und den Anwälten.

Selbständige Arbeit. Dauerstelle.

Ausbaufähiger Posten für tüchtigen Bewerber.
 Vorzügliche Spezialeinrichtungen (Fünftagewoche, Pensionskasse, usw.).

Die Bewerber werden gebeten, ihre ausführliche Offerte an die Direktion der GEFNER, Allgemeine Versicherungs-Gesellschaft, 1211 Genf 11, zu richten.

Strenge Diskretion zugesichert.

AG. Luftseilbahn Corviglia-Piz Nair, St. Moritz (LCPN)

Dividendenzahlung

Die Generalversammlung vom 19. Oktober 1965 hat beschlossen, gegen Uebergabe des Coupons Nr. 13 pro Aktie eine Dividende von 10% brutto für das Geschäftsjahr 1964 auszurichten. Die Einlösung kann bei der Schweizerischen Kreditanstalt, Filiale St. Moritz, und bei sämtlichen übrigen Geschäftsstellen der SKA erfolgen.

Ferner wurde beschlossen, wie bis anhin pro Aktie 1 Freibillet Corviglia-Piz Nair retour (gültig bis Ende Sommersaison 1966) gegen-Einsendung des Coupons Nr. 14 an Herrn Dir. Peter Kasper, Kurverein, St. Moritz, auszuhändigen.

Gleichzeitig machen wir noch alle jene Aktionäre, die noch keinen neuen Dividendencouponbogen bezogen haben, darauf aufmerksam, dass sie gegen Einsendung des Talons an das Treuhandbüro Biedl & Co., Chesa Steiner, 7500 St. Moritz, einen neuen Dividendencouponbogen erhalten.

Papierfabriken Landquart

Dividendenzahlung

Die heute abgehaltene Generalversammlung der Aktionäre beschloss, für das Geschäftsjahr 1964/65 eine Dividende von 8% auszurichten.

Demzufolge gelangt Coupon Nr. 5 unserer Aktien, abzüglich 3% Couponsteuer und 27% Verrechnungssteuer, mit

Fr. 56.— netto

bei sämtlichen Niederlassungen der Schweizerischen Kreditanstalt und der Schweizerischen Bankgesellschaft zur Einlösung.

Landquart-Fabriken, 23. Oktober 1965

Papierfabriken Landquart

OVERSEAS BOWLING S.A.

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

le jeudi 4 novembre 1965, à 11 heures 30, au siège social, 36, boulevard Helvétique, à Genève.

Ordre du jour:

- 1° Rapport du conseil d'administration.
- 2° Rapport des contrôleurs des comptes.
- 3° Délibération et votation sur les conclusions de ces rapports.
- 4° Elections statutaires.
- 5° Divers.

Le bilan, le compte de profits et pertes et les rapports de gestion et des contrôleurs des comptes sont à la disposition des actionnaires au siège social.

Pour prendre part à l'assemblée, Messieurs les actionnaires devront produire leurs titres ou une attestation de blocage émanant d'un établissement bancaire.

Wir suchen jungen Volkswirtschaftler

der sich für die modernen Fragen des Geld-, Kredit- und Bankwesens, für die internationalen Währungsbelange sowie für finanz- und konjunkturpolitische Probleme interessiert. Fremdsprachenkenntnisse, praktisch-orientiertes Denken, eine gewisse Darstellungsgabe und die Fähigkeit, sich schriftlich klar auszudrücken, wären günstige Voraussetzungen.

Der Posten erlaubt selbständiges Arbeiten, bietet eine ausserordentliche Fülle von Informationsquellen sowie Aufstiegsmöglichkeiten.

Interessenten bitten wir, eine kurze Offerte mit den üblichen Unterlagen an Herrn R. Reber von unserer Personalabteilung zu richten, der für weitere Auskunft auch telefonisch gerne zur Verfügung steht.



SCHWEIZERISCHE BANK GESELLSCHAFT

Bahnhofstrasse 45, 8001 Zürich

Tel. (051) 29 44 11

Warenumsatzsteuer

Preis: Fr. 1.80
 Einzahlungen auf Postcheckkonto 30 - 520.

Schweizerisches Handelsamtsblatt 3000 Bern



Insérer dans la FOSC, c'est s'assurer le succès.

Zu verkaufen

Kassaschrank

Fabrikat Steib

mit offenen und separat verschliessbaren Tresorfächern.

Masse: zirka 88 x 65 cm, 184 cm hoch.

Gewicht zirka 1250 kg.

ferner diverse

Standard-Sichtkarteikasten A6

wegen Nichtgebrauch billig.

Anfragen unter Chiffre U 84222 Q, an Publicitas AG, 4001 Basel.

Verlangen Sie vom SHAB, unentgeltliche Zusendung von Probenummern der Monatsschrift «Die Volkswirtschaft»